



Le Burkina est « un modèle de succès démocratique et un modèle de bonne gouvernance en Afrique », déclare le Président du Faso

Page 10

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°339 du samedi 25 mars 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 20.

Symposium international de ouagadougou

Page 4



Révision de la constitution Le Burkina Faso veut passer à la 5ème république

Page 6



Attaque terroriste au Burkina Faso : « Nous refusons d'être terrorisé », dixit Simon Compaoré

Page 2



Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

**Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...**

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain



Attaque terroriste au Burkina Faso : « Nous refusons d'être terrorisé », dicit Simon Compaoré

Région du Centre



Pour rien au monde, nous n'allons laisser 1cm² de notre territoire à ces terroristes, dicit Simon Compaoré, ministre de la sécurité.

Le ministre en charge de la sécurité a animé une conférence de presse ce vendredi matin. C'est la salle de la délibération de la mairie centrale de Ouagadougou qui a servi de cadre pour cette rencontre. L'objectif de cette rencontre était de faire le point des attaques terroristes au Burkina, les actions menées par le gouvernement contre le phénomène et les actions judiciaires ouvertes.

Au cours de cette rencontre Simon Compaoré a fait le point des attaques et surtout des enquêtes. Et à ce jour, plus de 70 personnes ont été interpellées. C'est le bilan provisoire sur les attaques terroristes menées sur le sol burkinabè depuis le 05 avril 2015.

Nous allons monter en puissance car nous refusons d'être terrorisé, c'est la promesse du ministre de la sécurité pour rassurer les burkinabè confrontés à la multiplication des actes terroristes. Il faut rappeler que, le Burkina a enregistré une vingtaine d'attaques terroristes avec plus de 70 morts de 2015 à 2016. Simon Compaoré dit comprendre le sentiment d'insécurité chez les populations et rassure que pour rien au monde nous ne laisserons un centimètre carré de notre territoire à ces terroristes.

Les arrestations s'en sont également car plus de 70 suspects ont été interpellés. Ces interpellations concernent l'attaque du restaurant Capuccino, de la gendarmerie

de Samoroguan, du contingent burkinabè de la MINUSMA.

Simon Compaoré est revenu sur les procédures judiciaires en ce qui concerne ces différentes attaques. Selon le chef d'Etat-major adjoint de la gendarmerie nationale, le Colonel Alain Serge Ouédraogo, l'attaque du restaurant capuccino et de l'hôtel Splendide le 15 janvier 2016 qui a causé environ 23 morts, a été perpétrée par un certain Ould Baba Ould Cheickh qui est le commanditaire principal de ces attaques et Ibrahim Ould Mohamed anciens pensionnaires du site de réfugiés de Mentao à Djibo. C'est ce dernier qui a fait entrer les armes du Mali en passant par Djibo jusqu'à Ouagadougou. Quant à l'attaque de Samoroguan

La suite à la page 3.



SOCIÉTÉ

La suite de la page 2.

le 9 octobre 2015 causant ainsi 5 morts, elle a été perpétrée par des maliens en complicité avec des burkinabè dont le principal commanditaire est Aboubacar Sawadogo. Ce dernier a été arrêté et des démarches sont en cours pour son extradition Burkina Faso. L'enlèvement du roumain le 04 avril 2015 a été aussi évoqué de même que celui de Dr Elliot. Le Colonel Alain Serge Ouédraogo a indiqué que des actions sont en cours pour leur libération.

Sur la question des enseignants qui fuient le Sahel, Simon Compaoré a indiqué que le gouvernement est en train de mener des actions pour qu'ils puissent rejoindre leur poste.

Il faut préciser que les attaques et enlèvements sont imputés à six entités terroristes que sont Aqmi, Almourabitoun, Ansar Edine, le Front de libération du Macina (FLM), l'Etat islamique au grand Sahara et Ansaroul Islam de Malam Boureima Dicko.

Et depuis lors, Plusieurs opérations ont été déclenchées pour venir à bout de la menace, a ajouté Simon Compaoré. Parmi elles, l'opération « Séno », exécutée avec les forces maliennes dans l'Ouest dans le Nord-ouest, les opérations « Tapoa » à l'Est, « Séguéré » au Nord, et celle conjointe menée avec les forces togolaises au Centre-est, le déploiement d'éléments du groupement des forces anti-terroristes (GFAT) au Nord et au Nord-est. A celles-ci, s'ajoutent, les opérations spéciales de la capitale, des Hauts-bassins, des Cascades et du Sud-ouest.

Alfred Sié KAM/Rédaction SCI



Le chef d'Etat-major adjoint de la gendarmerie nationale, le Colonel Alain Serge Ouédraogo.



Les journalistes.



Symposium international de ouagadougou

Région du Centre



Les acteurs ont souhaité que la sous-région soit toujours un havre de paix.

Le symposium international de Ouagadougou sur le dialogue des religions et des cultures débuté le 3 mars dernier a pris fin le mardi 7 mars 2017 au Burkina Faso.

Ce symposium international de Ouagadougou sur le dialogue des religions et des cultures avant de fermer ses portes le mardi 7 mars 2017 a élaboré une feuille de route du comité d'initiative. Le président du comité d'initiative de ce symposium, Philippe Sawadogo a indiqué : « c'est d'abord de dire que nous devons poursuivre dans la voie des dialogues parce qu'il est nécessaire que nous puissions

renforcer la dimension de nos valeurs endogènes, la dimension de ce qui doit nous permettre de vivre ensemble ». Il a jugé important de comprendre que le 25 mai à l'occasion de la journée de l'Afrique qu'on puisse réunir les différentes confessions religieuses pour ensemble faire des vœux pour la paix. Il a suggéré d'intégrer la dimension des jeunes dans toutes les priorités car ils ne pourraient pas être laissés de côté et les femmes également. Les acteurs de ce symposium ont demandé d'institutionnaliser le symposium pour qu'on puisse aller vite. Ils ont soutenu qu'aujourd'hui les organisations de la société civile peuvent travailler et accompagner les actions des gouvernements. Ils

ont signifié que cela leur permettra d'avoir une dimension un peu plus flexible du gouvernement. Une situation réjouissante pour Philippe Sawadogo.

L'organisation internationale de la francophonie (OIF) soutient cette initiative pour la raison suivante a déclaré la représentante de cette institution, Fadai Nassif : « nous avons un programme qui intéresse le dialogue des cultures. Cette question de dialogue des cultures est l'une des vocations premières de l'OIF. C'est ce qui explique la présence de l'OIF dans tous les cinq continents ». Cette présence, selon elle leur donne un cadre de dialogue avec les acteurs de différents continents. La mise en dialogue de toutes les diversités

La suite à la page 5



SOCIÉTÉ

La suite de la page 4

qu'elle soit culturelle, religieuse fait partie des engagements de son organisation a signifié Fadia Nassif. L'une des participantes à ce symposium, Clémentine Woba a exprimé sa satisfaction à la sortie de cet évènement en ces termes : « c'était un symposium qui était vraiment formidable, vue le thème traité, un dialogue inter-religieux et interculturel, chose qui ouvre les esprits à la concorde, à la paix au développement. Tout le monde est interpellé que ce soit les hommes, les jeunes, toutes les catégories sociales à travers cette rencontre ». Elle a souhaité qu'il y'ait un suivi pour la réalisation du plan d'action établi pour qu'il y ait la paix et la sécurité dans la sous-région. Au cours de cette cérémonie de clôture, le groupe humoriste ivoirien Zongo et Tao a donné à voir un spectacle sur la religion islamique et celle chrétienne qui au départ avaient des difficultés pour s'accepter et qui ont fini par reconnaître le besoin de vivre ensemble malgré leurs différences.

Le représentant du ministre des affaires étrangères, Abdoulaye Mohamoudou a indiqué que Ouagadougou sera le levier à partir duquel d'autres régions du monde et d'Afrique seront illuminées. Il a promis aux acteurs de rapporter leurs recommandations au ministre Alpha Barry. Au cours de cette cérémonie de clôture l'ancien président Michel Kafando et le Dr Boubacar Doukouré ont été désignés ambassadeurs de bonne volonté.

Dorothee HIEN pour SCI



La représentante de l'OIF, Fadia Nassif a signifié la mise en dialogue de toutes les diversités qu'elle soit culturelle, religieuse fait partie des engagements de son organisation.



Clémentine Woba a exprimé un symposium formidable chose qui ouvre les esprits à la concorde, à la paix au développement.



Révision de la constitution Le Burkina Faso veut passer à la 5ème république

Région du Sud-Ouest



Présidium : Gouverneur Tagsseba Nitièma micro devant, à sa droite Simplicie Pooda Magistra et chef de mission, à gauche du Gouverneur le Président du Conseil Régional Marcel Da et Casimir Kambou 2ème Adjoint au Maire de Gaoua).

Les assises régionales du Sud-Ouest sur le projet de révision de la constitution se sont tenues à Gaoua le 18 mars 2017. Les forces vives de cette localité ont répondu présent à cet appel. Le Gouverneur Tagsseba Nitièma, président du comité d'organisation a dans son discours d'ouverture salué les plus hautes autorités du pays pour le choix opéré vers le passage du Burkina à LA 5ème république .

Consolider l'Etat de droit, travailler à l'équilibre des pouvoirs, garantir l'indépendance de la justice,

mieux organiser la redevabilité de la gestion de la chose publique et stabiliser les institutions telles sont les cinq(5) préoccupations majeures de l'exposé fait par Maître Ambroise Farama sur le projet de révision de la constitution du Burkina Faso. Une heure d'horloge a permis à Maître Ambroise Farama de restituer le travail que les quatre-vingt-douze(92) membres de la commission constitutionnelle proposent aux burkinabè pour amendement. Les quatre-vingt-douze(92) membres regroupés en six(6) comités ont adopté le consensus pour élaborer ledit projet de constitution nous confié Maître Amboise Farama.

L'objectif de cette rencontre a dit Maître Ambroise Farama est de permettre d'abord au peuple burkinabè de s'approprier le projet de révision constitutionnelle mais surtout de faire des propositions pour améliorer. Les populations sont invitées à faire des observations. Nous avons insisté sur les innovations majeures en ce qui concerne les droits des citoyens burkinabè notamment les droits des jeunes et des femmes sur légal d'accès à la terre. Le présent projet met l'accent sur l'épanouissement de la jeunesse qui est une couche vulnérable. Les droits sociaux également ont été renforcés notamment

La suite à la page 7.



La suite de la page 6.

sur la santé, l'éducation, l'accès à une alimentation saine, un environnement sain. Mais également, il existe des devoirs auxquels les citoyens burkinabè doivent se soumettre a dit Maître Ambroise Farama. Il s'agit du devoir de redevabilité, du devoir de protection de la chose publique. Une des participantes et leader de la question féminine, madame Ini Inkouraba Damien/Youl s'est dite satisfaite après l'exposé. Pour elle le projet prend en compte les droits des populations en général et de façon particulière les femmes. Mais elle souhaite que la question du genre et de la parité soit clairement définie dans la constitution comme celle de l'accès à la terre qui est une réalité a-t-elle conclu.



Assistance :forces vives de la région du Sud-Ouest.

Kissogo Abdoul Karim Ouattara pour SCI

Marche de protestation contre l'assassinat de Salif BADINI :Une mobilisation massive dans la Bougouriba

Région du Sud-Ouest

Le 10 Mars 2017 dans la Bougouriba, les syndicats du Ministère de l'Education Nationale et l'alphabétisation ont respecté le mot d'ordre de deuil national.

L'objectif commémorer le deuil national de Monsieur BADINI Salif assassiné le 3 mars 2017 et pour marquer leur indignation à la manière dont le collègue défunt a été conduit à sa dernière demeure.

Dans la Bougouriba, l'appel au deuil national décrété par les syndicats du Ministère de l'Education Nationale a été observé le 10 mars 2017 dans toutes les contrées de la Province.

Très tôt, ce sont plus de trois cents âmes au cœur attristé, des militants très déterminés qui se sont réunis devant la gare routière pour protester contre

l'assassinat du camarade Salif BADINI par des hommes armés dans son école le 3 Mars 2017

C'est sur un circuit de deux kilomètres que ces militants convaincus de la victoire contre ces assaillants ont effectué une marche silencieuse. De la gare routière à la Direction Provinciale de l'Education Nationale, les membres de la coordination syndicale ont expliqué aux militants comment le défunt collègue Salif BADINI

La suite à la page 8.



SOCIÉTÉ

a été assassiné sauvagement.

Les militants de la coordination ont marqué leur indignation à ses actes barbares et appel le gouvernement à sécuriser les fonctionnaires surtout dans leur lieu de travail. Ils ont aussi marqué leur indignation quant à la manière dont le collègue a été conduit à sa dernière demeure.

Selon les manifestants Salif Badini devait être décoré à titre posthume avant son enterrement.

Ils ont tous et unanimement déploré cet état de fait et s'engage à lutter contre les injustices que les Enseignants du MENA subissent.

Quelques préoccupations des militants ont été entendues avec

le slogan « Restons Mobiliser pour vaincre l'injustice »

Frédéric POODA

Atelier de présentation des recherches sur le déguerpissement des communautés de kounkoufouanou à Fada N'gourma : l'ONG FIAN plaide pour le retour de la communauté déguerpie

Région de l'Est



L'ONG Food First Information and Action (FIAN) a organisé à Fada N'Gourma un atelier pour présenter les recherches sur les raisons du déguerpissement de la communauté de Kounkoufoanou. Il ressort de cette rencontre que les causes

de ce déguerpissement sont confuses. Pendant deux jours, les participants ont formulés des recommandations transmises au maire de la commune de Fada. Le déguerpissement de cette communauté était intervenu le 16 juin 2015.

La communauté de Kounkoufoanou doit être restituée dans ses droits selon le bornage de 2014. C'est l'information principale qui ressort de l'atelier de présentation des recherches de la communauté dudit village

La suite à la page 9.



La suite de la page 8.



Le présidium.

organisé par l'ONG Food First Information and action network FIAN et son partenaire OXFAM à Fada N'Gourma. Pour Lucien SILGA coordonnateur de FIAN, les raisons du déguerpissement de cette communauté sont confuses. « La zone pastorale est délimitée par des balises de 2004 alors que la population dit qu'elle n'était pas dans cette zone et si la nouvelle délimitation est la vraie, alors la communauté devrait être associée et qu'on devrait respecter leurs droits les plus élémentaires »

a affirmé le coordonnateur de l'ONG FIAN Burkina La reprise du dossier Kounkounfoanou, le dédommagement des victimes sontentautresrecommandations faites par les participants. Le coordonnateur SILGA poursuit « il faut prendre des mesures idoines pour subvenir aux besoins vitaux de la communauté, reprendre le dossier de Kounkounfoanou et répondre à la question de savoir si les populations étaient dans la zone pastorale ». Des

recommandations qui réjouissent Moussa DIABOUGA habitant de Kounkounfoanou malgré les conditions de vie actuelles difficiles.

Le deuxième adjoint au maire de la commune de Fada qui a reçu la déclaration finale, a tout en saluant de telles initiatives, promis de la transmettre à qui de droit.

Diallo Issaka Souleymane pour SCI

publiez vos annonces légales
sur Sciences Campus Info



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

Le Burkina est « un modèle de succès démocratique et un modèle de bonne gouvernance en Afrique », déclare le Président du Faso

Allemagne



L'objectif de ce Forum est d'inciter les investisseurs allemands à saisir les opportunités d'affaires qu'offrent les pays africains.

En visite officielle à Berlin, le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, était l'hôte de marque le 21 mars 2017 du 3^e Forum économique de Berlin sur l'Afrique, organisé par l'Association économique germano-africaine.

L'objectif de ce Forum est d'inciter les investisseurs allemands à saisir les opportunités d'affaires qu'offrent les pays africains. Devant les hommes d'affaires, le Président du Faso a salué la tenue du Forum qui selon lui, est « une excellente opportunité pour réfléchir ensemble et échanger nos vues sur les perspectives d'émergence de nouveaux partenariats féconds

entre l'Afrique et ses partenaires, notamment européens, afin de trouver les solutions idoines à nos préoccupations communes ».

Les pays africains aujourd'hui présentent des garanties aux investisseurs malgré « les défis d'un monde en perpétuelle mutation qui s'imposent à eux », affirme le Président Roch Marc Christian KABORE qui ajoute que « ces défis, conjugués à la crise économique mondiale ont mis à rude épreuve les tissus socio-économiques de nombreux pays africains. D'où, la nécessité et l'urgence d'œuvrer de concert pour jeter les bases d'un nouveau partenariat entre l'Afrique et l'Europe, respectueux de nos intérêts mutuels ».

Les pays européens en général et l'Allemagne en particulier, en tant que partenaire privilégié doivent accompagner cette nouvelle version du partenariat. Pour ce faire, le chef de l'Etat s'est félicité de la décision de la Chancelière Angela MERKEL et du Gouvernement allemand, à travers l'initiative Compact with Africa, « d'inscrire l'Afrique dans les priorités de la présidence allemande du G20 au cours de cette année 2017 ».

Cette participation à la rencontre des hommes d'affaires germano-africains a été l'occasion pour le Président du Faso de faire un focus sur le Plan national de Développement économique et social (PNDES). Le chef de l'Etat en

La suite à la page 11.



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10.

a aussi profité pour présenter le Burkina Faso comme « un modèle de succès démocratique et un modèle de bonne gouvernance en Afrique » avant de dérouler toutes les opportunités d'affaires qu'offre ce nouveau référentiel de développement et toutes les réformes entreprises par le gouvernement pour créer un climat d'affaires attrayant. Selon le Président du Faso, ce Forum nous offre également l'opportunité de « forger et de consolider des partenariats mutuellement bénéfiques ». C'est la raison pour laquelle il a invité « les entreprises allemandes, au savoir-faire reconnu, à être de ces partenaires, et partant, des acteurs de premier plan d'une Afrique émergente ».



Selon le Président du Faso, ce Forum nous offre également l'opportunité de « forger et de consolider des partenariats mutuellement bénéfiques ».



Les pays africains aujourd'hui présentent des garanties aux investisseurs malgré « les défis d'un monde en perpétuelle mutation qui s'imposent à eux », affirme le Président Roch Marc Christian.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le Président du Faso rencontre les hommes d'affaires burkinabè

Allemagne

Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a rencontré en début de soirée du mardi 21 mars 2017 à Berlin, la délégation de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina conduite par son président, Monsieur Mahamadi SAWADOGO.

Présents dans la capitale de la République fédérale d'Allemagne pour prendre part au 3e Forum économique de Berlin sur l'Afrique, les hommes d'affaires burkinabè sont allés exprimer au Président Roch Marc Christian KABORE leur remerciement et leur gratitude pour sa participation appréciable à ce Forum. Les hommes d'affaires ont exprimé au Président du Faso, le souhait de leur prise en compte dans les différentes missions présidentielles afin de pouvoir rencontrer et convaincre le maximum d'investisseurs internationaux. En retour, le chef de l'Etat s'est exprimé sur sa rencontre avec la Chancelière allemande, Madame Angela Merkel. Le Président Roch Marc Christian KABORE a également salué le déplacement de Berlin des hommes d'affaires. « Je suis heureux de voir que des hommes d'affaires participent aux travaux et mènent aussi des échanges directs avec d'autres opérateurs économiques », a déclaré le chef de l'Etat qui pense que « nos hommes d'affaires doivent retenir que toutes les possibilités, toutes



Le Président Roch Marc Christian KABORE a également salué le déplacement de Berlin des hommes d'affaires.



Les participants.

les discussions qu'ils engagent, à ne pas dérober à cette règle. engagent en retour leur crédibilité pour rassurer leur partenaire sur les questions échangées avec eux ». D'où l'invite adressée aux acteurs de la Chambre de Commerce

**La Direction de la
Communication de la
Présidence du Faso**



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Communiqué de presse

*L*e premier CASEM de l'année du MJDHPC prévu les 30 et 31 mars 2017

« Réforme du secteur de la Justice et des Droits humains : quelles contributions pour la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social ? ».

C'est sous ce thème que se tiendra le premier Conseil d'administration et du secteur ministériel (CASEM) du ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique (MJDHPC), les 30 et 31 mars 2017 à Ouagadougou. L'information a été donnée par le Secrétaire général du MJDHPC, Paulin BAMBARA au cours d'une réunion du comité d'organisation, cet après-midi du lundi 20 mars 2017 dans la salle de conférence du ministère.

Placé sous la présidence du ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO, le CASEM réunira autour du thème, des acteurs de la chancellerie, des structures déconcentrés, des juridictions, mais également des représentants syndicaux et des auxiliaires de Justice (avocats, notaires, huissiers).





Elaboration des nouveaux référentiels de la décentralisation : Les acteurs de la région du Centre apportent leur contribution

Région du Centre



Pour la présente session, il s'agit selon Siméon Sawadogo « de partager avec les acteurs de la région du Centre, les résultats des réflexions contenus dans ces référentiels afin de recueillir leurs contributions ».

Le **Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation Siméon Sawadogo, a présidé le mardi 21 mars 2017 l'ouverture de l'atelier régional de partage des projets de nouveaux référentiels de la décentralisation. Cet atelier se tient dans le cadre de l'élaboration des nouveaux référentiels de la décentralisation.**

Cet atelier régional de partage des projets de nouveaux référentiels sur la décentralisation organisé par le Secrétariat permanent de la conférence nationale de la décentralisation vise à doter le pays de référentiels prospectifs et stratégiques innovants, dans l'optique d'entamer un nouveau cycle de la décentralisation. Le

Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation qui a ouvert les travaux a salué la tenue de cette rencontre qui inaugure une série d'ateliers qui va concerner, les institutions publiques, partis et formations politiques, les élus nationaux, les faïtières des collectivités territoriales, les organisations de la société civiles, et les partenaires au développement. Pour la présente session, il s'agit selon Siméon Sawadogo « de partager avec les acteurs de la région du Centre, les résultats des réflexions contenus dans ces référentiels afin de recueillir leurs contributions ». Ainsi, pendant trois jours de travaux, il est attendu des échanges francs et constructifs afin de pouvoir finaliser le document. A l'issue des ateliers régionaux et des rencontres de partage, les projets

de référentiels seront consolidés et serviront de support pour activer le processus d'adoption. Au regard de l'importance du processus, le Ministre dit attendre beaucoup de ces échanges. « Les nouveaux référentiels de la décentralisation sont très attendus par l'ensemble des acteurs de la décentralisation et en particulier le gouvernement pour mettre en route les grands chantiers de développement en se fondant sur les potentialités et les énergies locales », a-t-il a laissé entendre.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du MATD



Conseil des ministres du jeudi 23 mars 2017

Région du Centre



Le Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou, le jeudi 23 mars 2017, en séance ordinaire, de 10 H 00 mn à 14 H 30 mn, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE,

Président du Faso, Président du Conseil des ministres. Il a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour, entendu une communication orale, procédé à des nominations, et autorisé des missions à l'étranger.

I. DELIBERATIONS

I.1. AU TITRE DU PREMIER MINISTRE

Le Conseil a adopté un décret portant création, attribution, composition et fonctionnement de l'Unité de coordination de la formulation du second compact du Burkina Faso (UCF-Burkina).

L'adoption de ce décret permettra à notre pays de se doter de la structure responsable de la conduite du deuxième Compact tout en capitalisant les acquis du Millennium challenge account Burkina Faso (MCA-BF).

I.2. AU TITRE DU MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

Le Conseil a adopté un décret portant organisation du ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation.

L'adoption de ce décret permet de doter ledit ministère d'un organigramme lui permettant de remplir efficacement ses missions.

I.3. AU TITRE DU MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

Le Conseil a examiné un projet de loi de finances rectificative de la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2017.

Ce projet de loi de finances

La suite à la page 16.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 15.

rectificative vise essentiellement à prendre en compte la nouvelle configuration du gouvernement.

Les niveaux de recettes et de dépenses budgétaires restent identiques aux prévisions de la loi de finances initiale.

Le Conseil a marqué son accord pour la transmission du projet de loi à l'Assemblée nationale.

I.4. AU TITRE DU MINISTÈRE DES MINES ET DES CARRIÈRES

Le Conseil a examiné un projet de loi et adopté un décret.

Le projet de loi porte organisation de la commercialisation de l'or et des autres substances précieuses au Burkina Faso.

Ce projet de loi vise une meilleure organisation des exploitants miniers artisanaux, un assainissement du circuit de commercialisation de l'or et des autres substances précieuses produits artisanalement et un meilleur fonctionnement de la structure nationale de contrôle en matière de commercialisation de l'or.

Le Conseil a marqué son accord pour la transmission du projet de loi à l'Assemblée nationale.

Le décret porte organisation du ministère des mines et des carrières.

L'adoption de ce décret permet de doter ledit ministère d'un organigramme lui permettant d'accomplir efficacement ses missions.

II. COMMUNICATION ORALE

II.1. Le ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, Porte-parole du gouvernement a fait au Conseil une communication relative à la visite de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian **KABORE**, les 16 et 17 mars 2017 à Casablanca, au Maroc et les 20 et 21 mars 2017 en République Fédérale d'Allemagne.

Le Président du Faso a pris part à Casablanca, au 5^{ème} Forum international Afrique Développement (FIAD), placé sous le thème : « **Les nouveaux modèles de croissance inclusive en Afrique** ». Cette grande rencontre a été patronnée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI et sous la présidence du Chef de l'Etat Roch Marc Christian **KABORE**.

A cette occasion, le Président du Faso s'est prononcé entre autres sur la stratégie de développement du Burkina Faso et son engagement au service d'une Afrique qui avance.

En tant qu'invité d'honneur, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian **KABORE** a officiellement inauguré le Marché de l'investissement, un espace où sept pays dont le Burkina Faso ont présenté les plans nationaux de développement et les banques de projets d'investissements. Le Président Roch Marc Christian **KABORE** a également échangé avec des partenaires bilatéraux et multilatéraux dans le royaume Chérifien.

Au cours de son séjour en Allemagne, le Président du Faso a eu des échanges avec la Chancelière allemande, Madame

Angela **MERKEL** sur la coopération entre les deux pays. Les deux hommes d'Etat ont jeté les bases d'une nouvelle dynamique qu'ils envisagent insuffler aux relations germano-burkinabè. Ils ont également convenu de mutualiser leurs moyens dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

L'opportunité a été donnée au Chef de l'Etat de communiquer avec la diaspora Burkinabè vivant en Allemagne.

Par ailleurs invité d'honneur de l'Association économique germano-africaine, le Président Roch Marc Christian **KABORE** a eu des échanges avec d'autres personnalités allemandes et des partenaires au développement.

III. NOMINATIONS

III.1. NOMINATIONS DANS LES FONCTIONS INDIVIDUELLES

1. A. AU TITRE DE LA PRESIDENCE DU FASO

- Monsieur Franck Max Olivier **KHOGARABOUX-NION, Officier**, est nommé Directeur général adjoint de l'Agence nationale de l'enseignement (ANR).

1. B. AU TITRE DU MINISTÈRE DE LA SECURITE

- Monsieur Clément **OUONGO, Mle 507 863 D**, Inspecteur divisionnaire de police municipale, 1^{ère} classe, 3^{ème} échelon, est nommé Directeur de cabinet ;

- Monsieur Abdoulaye **OUEDRAOGO, Mle 28 138 B**, Administrateur

La suite à la page 17.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 16.

civil, 1^{ère} classe, 10^{ème} échelon, est nommé Secrétaire général ;

- Monsieur Rasmané **OUANGRAOUA, Mle 10 933 V**, Contrôleur général de police, 15^{ème} grade, 1^{er} échelon, est nommé Conseiller technique.

1. C. AU TITRE DU MINISTÈRE DE LA FEMME, DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE ET DE LA FAMILLE

- Madame Maria **OUATTARA/ZANGO, Mle 98 253 K**, Administrateur des affaires sociales, 1^{ère} classe, 6^{ème} échelon, est nommée Chargée de missions ;

- Monsieur Payirwendé **PASGO BILA, Mle 96 938 S**, Inspecteur du trésor, 1^{ère} classe, 6^{ème} échelon, est nommé Directeur de l'administration des finances ;

- Monsieur Saturnin Wèndinpui **SANKARA, Mle 116 704 U**, Administrateur des affaires sociales, 1^{ère} classe, 4^{ème} échelon, est nommé Chef du département prévention des catastrophes au Secrétariat permanent du Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (SP/CONASUR) ;

Monsieur Bagassi Dominique **YE, Mle 47 781 X**, Administrateur des affaires sociales, 1^{ère} classe,

6^{ème} échelon, est nommé Chef du département des études et de la planification au Secrétariat permanent du Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (SP/CONASUR).

III.2. NOMINATION DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION

MINISTÈRE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Le Conseil a adopté quatre (04) décrets.

Le premier porte nomination de Monsieur Abdoulaye **SEREME, Mle 52 131 K**, Maître de recherche, Administrateur représentant l'Etat au titre du Premier ministre au Conseil d'administration de l'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA) pour un premier mandat de trois (03) ans.

Le deuxième décret porte nomination de Monsieur Dofihouyan **YE, Mle 33 957 Y**, Ingénieur du génie rural, Administrateur représentant l'Etat au titre du ministre de l'Eau et de l'assainissement au Conseil d'administration de l'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA) pour un premier mandat de trois (03) ans.

Le troisième décret nomme

Monsieur Ambroise **KAFANDO, Mle 39 693 C**, Administrateur des services financiers, Administrateur représentant l'Etat au titre du ministre de l'Economie, des finances et du développement au Conseil d'administration de l'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA) pour un premier mandat de trois (03) ans.

Le quatrième décret nomme Monsieur Ambroise **KAFANDO, Mle 39 693 C**, Administrateur des services financiers, Président du Conseil d'administration de l'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA) pour un premier mandat de trois (03) ans.

Le Ministre de la Communication et

des Relations avec le Parlement,

Porte-parole du gouvernement,

Fulgance Rémis DANDJINO

de l'ordre Officier national





Message du Ministre de l'Eau et de l'Assainissement à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Eau 2017

Région du Centre

Le 22 décembre 1992, l'Assemblée générale des Nations Unies adoptait la résolution A/RES/47/193 qui consacra le 22 mars de chaque année « Journée mondiale de l'Eau », à compter de l'année 1993.

Depuis 25 ans donc, la Communauté internationale commémore cette Journée du 22 Mars ; en 2017, c'est autour du thème « Pourquoi les eaux usées ? » que les pays sont invités à consacrer, selon le contexte national, l'ensemble des activités initiées à cette occasion. Cette année, la célébration a lieu dans la deuxième année des Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030, définis par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Au Burkina Faso, le droit d'accès de l'ensemble de la population à l'eau potable et à l'assainissement d'ici 2030, de manière équitable et en respect du genre, basée sur l'approche fondée sur les droits humains, est désormais consacré dans la Constitution. Cet acte fort du législateur marque la volonté du Burkina Faso de créer les conditions favorables à l'atteinte de ce noble objectif.

Mon département a décidé de célébrer l'évènement au plan national sous le thème :



J'interpelle donc l'ensemble de la communauté nationale. Les défis sont énormes et les moyens financiers limités, mais le Burkina Faso dispose des ressources qualifiées nécessaires dont le professionnalisme et l'engagement, avec l'accompagnement des principaux acteurs, nous permettront de cheminer progressivement vers un accès universel à l'assainissement.

Eaux usées, quelles stratégies pour leur valorisation ? Pourquoi donc le choix d'un tel thème pour le Burkina Faso ?

Le sous-secteur de l'assainissement des eaux usées et excréta est caractérisé par des faibles performances en terme d'accès tant en milieu urbain (36,1%) qu'en milieu rural (13,1%) en 2016. Cette situation qui montre que plus de 2/3 de la population

burkinabè n'a toujours pas accès à des infrastructures adéquates d'assainissement pour la gestion des eaux usées et ont recours à la nature comme lieu de défécation, nous interpelle sur l'immensité de la tâche à accomplir pour nous mettre en règle. En agglomération, d'énormes quantités d'eaux usées ménagères et professionnelles sont produites journalièrement, par ignorance et par incivisme et sont déversées

La suite à la page 19



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite à la page 19

sans précaution aucune dans les rues, les caniveaux, espaces vides et autres décharges publiques insuffisamment gérées, créant des désagréments divers aux autres. Le combat de tous et de chacun à son niveau, doit nous conduire à l'éradication totale des nuisances tributaires de cette situation.

Ainsi donc, le thème choisi pour la commémoration de la Journée mondiale de l'eau au Burkina vise à interpeller notre conscience collective sur l'adoption d'une stratégie visant à répondre efficacement. Pour faire face à cette situation, une place de choix est faite dans le Plan national de développement économique et social (PNDES) qui constitue le nouveau référentiel de développement économique et social durable pour soutenir le Programme du Président Roch Marc Christian KABORE, pour d'énormes opportunités de choix pour la résolution des problèmes liés à l'assainissement. Le programme national d'assainissement des eaux usées et excréta (PN AEUE), fondé sur des principes d'implication et de participation active de toutes les couches de la population à travers des approches innovantes et communautaires, est un instrument stratégique sectoriel à la disposition des acteurs. L'analyse actuelle du sous-secteur, ces chiffres comparés aux résultats de l'enquête nationale sur l'assainissement réalisée en 2010 qui avait révélé que 6 ménages sur 10 utilisaient la nature traduisent, malgré leur faiblesse, les efforts consentis par l'État et les populations, avec le soutien

des partenaires techniques et financiers, le secteur privé et la société civile tout au long de la mise en œuvre du programme national d'approvisionnement en eau potable et assainissement. Les principaux défis du sous-secteur de l'assainissement sont liés à (i) la question du cadre institutionnel visant à inciter les populations à prendre en charge la construction de leurs propres ouvrages tout en respectant les normes technologiques édictées par l'autorité en charge de l'assainissement; (ii) la problématique du transfert des compétences et des ressources pour accompagner les communes en matière de maîtrise d'ouvrage; (iii) la mobilisation et le déploiement des ressources humaines, techniques et logistiques nécessaires à l'exercice de la mission de régulation, d'appui et de contrôle au niveau central et déconcentré ; (iv) la question de la mise en œuvre des campagnes d'éducation et de communication pour le changement de comportements parallèlement à la mise en place des technologies d'assainissement. Pour répondre à ces nombreux défis, le sous-secteur de l'assainissement se doit d'opérer un certain nombre de mutations tenant compte des aspirations profondes du peuple burkinabè, veillant particulièrement à prendre en compte, les préoccupations des populations les plus pauvres et les plus vulnérables, au regard de l'ampleur de la pauvreté au plan national et particulièrement en milieu rural. Le droit d'accès universel à l'assainissement sur la base de l'approche fondée sur les droits humains doit

être une réalité pour tous les burkinabè, sans exclusion.

J'interpelle donc l'ensemble de la communauté nationale. Les défis sont énormes et les moyens financiers limités, mais le Burkina Faso dispose des ressources qualifiées nécessaires dont le professionnalisme et l'engagement, avec l'accompagnement des principaux acteurs, nous permettront de cheminer progressivement vers un accès universel à l'assainissement. Pour finir, je renouvelle ma gratitude à l'ensemble des partenaires techniques et financiers aux ONG aux associations et à tous les acteurs du secteur pour leurs soutiens permanents apportés à divers niveaux au sous-secteur de l'assainissement. A toutes les personnes qui s'activent sans relâche pour assurer le développement du sous-secteur de l'assainissement, je voudrais exprimer la reconnaissance du Gouvernement ainsi que celle de la nation toute entière. A toutes et à tous, je souhaite une bonne fête l'eau 2017.

Niougua Ambroise OUEDRAOGO
Officier de l'Ordre National



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Un Chargé de Plaidoyer Santé Mentale et Pratique de Soins (H/F)

Description

Au sein du pôle plaidoyer, positionnements techniques et approches techniques transversales, votre mission sera de soutenir le développement et à la mise en œuvre du Plaidoyer d'Action Contre la Faim sur la Santé Mentale et Pratiques de Soins. Votre rôle sera notamment d'apporter un soutien analytique et méthodologique sur un projet relatif au BMS (Breast Milk Substitute, soit Substitut au Lait Maternel)

Mettre en pratique et améliorer la méthodologie de collecte de preuves de violation du Code sur le marketing des BMS

Collecter les informations relatives à la violation du Code sur le marketing des BMS lors du premier cas d'étude

Organiser la visite terrain en lien avec les opérations et les différents HQ si nécessaire pour collecter des informations relatives à la violation du Code de marketing des BMS

Rédiger le rapport de visite terrain relative à la collecte de preuves de violation du Code de marketing des BMS.

Améliorer la méthodologie de collecte de preuves de violation du Code de marketing des BMS suite à sa mise en

pratique lors du 1er cas d'étude

Analyser les cas d'étude pour en tirer un rapport de plaidoyer sur le marketing des BMS

Faire l'analyse globale des cas d'étude relatifs à la violation du Code de marketing des BMS

Construire une analyse sur l'enjeu du respect du code international sur la commercialisation des substituts en laits maternels

Développer des lignes directrices / manuels techniques pour relever et rapporter les cas de violation du code

Rédiger un guide de collecte des preuves de violation du Code de marketing des BMS pour renforcer les capacités des équipes ACF et de personnels extérieurs (production d'outils...)

Capitaliser sur les expériences terrain d'ACF afin de produire des analyses «field evidence-based».

Rédiger un rapport de plaidoyer basé sur l'analyse des cas d'étude, et qui inclus des recommandations pour le secteur privé

Continuer à développer le plaidoyer SMPS incluant le volet IYCF (Infant and Young Children Feeding) & BMS et participer à la définition des positionnements d'ACF sur ces thématiques

Contribuer à la mise en place d'une stratégie de

plaidoyer « santé mentale et pratiques de soins avec une composante « IYCF et BMS »

Produire des synthèses ou des documents de positionnement relatifs au plaidoyer SMPS à destination des équipes opérationnelles ou membres de la direction d'ACF

Apporter la contribution SMPS à l'activité du pôle plaidoyer de lutte contre la faim

Participer à la représentation et au développement du réseau d'influence d'ACF

Représenter ACF auprès des bailleurs de fonds, des médias, des centres de recherche ...

Participer à l'identification des cibles prioritaires et à une cartographie des acteurs dans ce domaine.

Ville

P a r i s

Expériences / Formation du candidat

De formation supérieure type Master en recherche et analyse dans les domaines de santé mentale, pratiques de soins, nutrition infantile, santé publique ou éthique des entreprises.

Langues parlées

Anglais et Français courant et impératif.

Qualité du candidat

La suite à la page 21.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 20

Persuasif et diplomate, vous disposez de qualités rédactionnelles et de techniques d'analyse de données qui vous permettront de produire des rapports détaillés au service d'une stratégie de plaidoyer efficace et innovante

Fonctions

Autre, Etudes, Recherche

Activités

Droit, Santé

Pays

Europe, France

Contrat

C D D

Durée du contrat

5 mois (en remplacement de congé maternité)

Salaire / Indemnité

De 35K€ à 41.5K€ bruts annuels sur 13 mois selon expérience, 21 jours de RTT, titres restaurant à 8 € (prise en charge à 60% par ACF), complémentaire santé

(prise en charge à 80% par ACF), remboursement 50 % transport en commun.

Postuler en ligne

<http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2532/Un-Charg-de-Plaidoyer-Sant-Mentale-et-Pratique-de-Soins-HF/>

Date de fin de validité

0 2 / 0 4 / 2 0 1 7



Avis de recrutement

Gestionnaire de base - RDC

Nous voudrions que vous commencer **le 15 e Avril 2017**.

Vous serez responsable de:

Description

A propos du rôle: Ceci est un 12 mois, le rôle de remplacement des termes non accompagnés basés à Masisi, province du Nord - Kivu, en RDC avec un salaire de 34106 € à 37896 €

Vous rapportez au coordonnateur régional (AC) à Goma et sera la ligne gérer l'Assistant logistique et de l'administration adjoint, et de travailler en étroite collaboration avec le gestionnaire du programme d'urgence (EPM) et Systems Director (SD).

Votre but: est de fournir un soutien au jour le jour à la mise en œuvre du programme en veillant à ce que les systèmes (logistique, administration, ressources humaines et finances) fonctionnent selon les besoins du programme et en conformité avec les politiques de Concern, les procédures et normes. Le gestionnaire de base sera responsable de la gestion globale de la sécurité pour les opérations sur le terrain de préoccupation dans le Nord - Kivu.

Logistique, Finance et administration:

Assurer le respect des systèmes de préoccupation et procédures pour la logistique, l'administration, les fonctions RH et de la finance, avec le soutien de l'AC et du SD.

Gestion des fonctions logistiques (approvisionnement, le transport, le stockage, la gestion d'actifs) à Masisi, assurant que toutes les tâches sont effectuées en temps opportun et conformément aux procédures de Concern et donateurs.

Gestion de flotte; la supervision et la maintenance du système

La suite à la page 22



JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

de gestion des transports du programme, y compris la planification de la circulation des véhicules et à l'entretien de planification / réparations, etc.

Les actifs de gestion Concern en sorte que tous les actifs de Masisi sont enregistrés, suivis, marqués et suivis à l'aide d'un inventaire complet et registre des actifs.

Superviser la gestion efficace des entrepôts de Concern et les magasins à Masisi grâce à des contrôles réguliers sur place et veiller à ce qu'ils fonctionnent conformément aux procédures de Concern.

Superviser l'entretien et l'exploitation des locaux de Concern à Masisi (bureau, domicile et magasins) assurer que les réserves, les systèmes de dotation et de soutien sont en place. Une attention particulière portée à la gestion du générateur, l'entretien et la consommation de carburant.

Soutenir l'agent des finances et administrateur dans ses fonctions finance / administration, assurant régulièrement compte de la trésorerie et des contrôles financiers sont effectués. Gestion des ressources humaines

Assurer la supervision de la gestion de la logistique et des finances / administration du personnel du programme.

Le recrutement (si nécessaire) et la formation du personnel concerné sur les systèmes de préoccupation et politiques et assurer des normes

de transparence et de responsabilité sont conformes à la politique de Concern et les exigences des donateurs.

Veiller à ce que le développement de la performance Les avis du personnel de base se fait d'une manière appropriée et en temps opportun.

Le maintien en place des listes de personnel de jour et de fournir des rapports réguliers de dotation au ministère AC et des ressources humaines, des conseils sur les besoins en personnel.

Communications et systèmes informatiques support:

En liaison avec l'appui et de l'ordinateur national informatique, en veillant à ce que les besoins informatiques et de communication du personnel sont régulièrement examinés, budgétisés et respectés, tout en assurant que les protocoles de fonctionnement pertinents sont respectés.

Assurez-vous que tous les HF, VHF et d'autres équipements de communication sont opérationnels, utilisés conformément aux politiques de communication et que la formation requise est offerte au personnel sur les protocoles d'utilisation.

En collaboration avec l'ordinateur national informatique et du personnel de gestion du programme, assurer la formation de tout le personnel

du programme concerné dans l'utilisation et l'entretien des communications et de l'équipement informatique. Sécurité et représentation

En tant que point focal de sécurité à Masisi, en liaison étroite avec la direction de la ligne et avec l'EPM, assurer l'application au jour le jour de l'Concern Procédures Plans de gestion de la sécurité en RDC (SMP) et standard (SOP) en collaboration avec le point focal de sécurité Groupe.

Assurez-vous tout le personnel et les visiteurs sont informés sur le SMP et SOP et sont pleinement conscients de leurs fonctions et responsabilités liées à la sécurité.

Représenter Concern avec les autorités locales et / ou les réunions de sécurité des Nations Unies OCHA et d'autres membres de la communauté humanitaire à Masisi.

Entreprendre une analyse des incidents de sécurité et les tendances dans la zone d'intervention et les régions avoisinantes, assurant que la gestion de la ligne est régulièrement informée de la situation de sécurité et de conseiller, au besoin en ce qui concerne l'adaptation des plans de travail et de mouvement.

Assurer que les informations de sécurité sont à jour, pertinente et communiquée en temps opportun.

Assurer la liaison avec et

La suite à la page 23



JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

développer des relations / liste de contacts d'autres ONG internationales et les parties prenantes externes de suivre l'évolution de la situation de la sécurité et de faire rapport régulièrement des commentaires à la direction.

responsabilités CRM spécifiques (plaintes du Mécanisme de réponse):

Faciliter et coordonner la logistique de la gestion et l'extension des initiatives CRM et de responsabilisation et de Masisi aider à la formation annuelle du personnel sur le P4 et le Code de conduite et des engagements et des initiatives de responsabilisation de Concern.

Aider PM dans la fourniture d'informations aux programmes Directeur Rapport d'activité de comptes annuelle et de veiller à ce que le plan de mise en œuvre de la responsabilité est en cours.

Autres fonctions:

Contribuer au processus d'élaboration du budget de l'équipe de pays notamment en ce qui concerne la logistique, le transport, les magasins, l'administration, les communications, la sécurité et les ressources humaines et de gérer directement le transport et le budget d'administration Masisi.

Veiller à ce que les journaux, les transports et les rapports

sont admin compilées et à un bon niveau sur une base régulière, au besoin.

Ville
Masisi, Nord-Kivu

Expériences / Formation du candidat

E s s e n t i e l :
degré primaire dans la logistique, la gestion de la chaîne d'approvisionnement ou de la discipline associée

Au moins 3 / Systèmes d'expérience de la logistique, avec une expérience de gestion, dont au moins deux ans ans travaillant à l'étranger avec une ONG; Logistique / Achats / Transport / expérience de gestion de la flotte; stocke une expérience de gestion

Aptitude avérée dans la rédaction de rapports

Excellentes compétences en communication en anglais et en français ou en swahili, écrite et verbale

Une bonne communication, la résolution de problèmes et les compétences analytiques. Capable d'établir des priorités et de gérer une charge de travail variée et lourde.

Compétences avérées en matière d'analyse, de planification et de gestion du temps

Volonté et capacité de communiquer avec les gens et de contribuer au développement

des capacités du personnel local

Bon joueur d'équipe, flexible et capable de travailler avec une équipe de pays multinational

Politique et adaptés à la culture

Capacité et la volonté de vivre dans des conditions de base pendant de longues périodes de temps

Excellentes compétences en informatique, y compris Microsoft Word, PowerPoint et Excel.

S o u h a i t a b l e :

MSc ou un diplôme d'études de développement ou dans un domaine pertinent

2 ans d'expérience dans le rôle de gestion

personnalité extravertie avec d'excellentes compétences en formation

Expérience de travail / vie dans un environnement non sécurisé

Expérience ou connaissance des normes internationales telles que SPHERE et Core standard humanitaire

Capacité à travailler sous pression pour respecter les délais serrés

Langues parlées

Français et anglais

Fonctions
Coordination, Gestion de projet, Organisation, Administration, Technicien spécialiste

La suite à la page 24



JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

Activités			€ 34106 à 37896 € et avantages	court régulièrement et nous pouvons offrir des postes avant la date de clôture.
Logistique,		Mécanique	Documents à envoyer	
Pays				Email de la personne contact
Afrique,	RD	Congo	Toutes les demandes doivent être soumises via notre site Web à l' https://jobs.concern.net par date de clôture. CV ne devrait pas dépasser 4 pages.	hrenquiries@concern.net
Contrat				Postuler en ligne
C	D	D		https://jobs.concern.net
Durée du contrat				Date de fin de validité
12		mois		0 5 / 0 4 / 2 0 1 7
Salaire / Indemnité			En raison de l'urgence de cette position, les demandes seront inscrites à la cote	



Avis de recrutement

Poste: Conseiller régional de sécurité alimentaire et les moyens de subsistance - Afrique orientale et australe

Description

Nous recherchons une personne expérimentée et engageant à se joindre au SC UK Programme des politiques et de la qualité en tant que conseiller régional de sécurité alimentaire et les moyens de subsistance . Dans cette position excitante, vous jouerez un rôle clé dans le renforcement de notre sécurité alimentaire et les programmes des moyens de subsistance, en grande partie en Afrique orientale, en soutenant nos équipes dans les bureaux de pays pour concevoir, mettre

en œuvre et d' apprendre des programmes de haute qualité.

Travailler dans plus de 120 pays, nous faisons tout ce qu'il faut pour créer des percées dans la façon dont le monde traite les enfants. Ensemble, nous sauver la vie des enfants, lutter pour leurs droits et les aider à réaliser leur plein potentiel.

Comme la sécurité alimentaire régionale et les moyens de subsistance (FSL) conseiller vous assurer le leadership thématique dans un domaine clé de la mise au point technique et influencera les décideurs dans nos et d' autres organisations dans ce domaine de mise au point. Soutenir les efforts de collecte de fonds, vous contribuerez au développement

des notes succinctes de haute qualité et des propositions et faire en sorte que le genre, la résilience et la participation des enfants sont intégrés dans les programmes de français langue seconde. En outre , vous:

Soutenir le démarrage technique de l'exécution du projet, au besoin

Contribuer à la mise en œuvre de la stratégie de la pauvreté des enfants et réduction de la faim et de planifier les moyens de subsistance en soutenant sa prestation, le suivi et l'examen

Assurer que le personnel technique des bureaux de pays ont concerné l'accès aux meilleures pratiques internes et externes, des outils et des conseils pour appuyer la mise en

La suite à la page 25



JOBS CAMPUS

La suite de la page 24

œuvre de la programmation FSL
Contribuer à l'élaboration
des stratégies et des plans
annuels des bureaux de pays,
assurant des liens vers Save
thème global de la pauvreté
des enfants des enfants

Soutien des bureaux de pays
dans la planification efficace
des ressources et de la gestion,
y compris l'identification et
comblers lacunes des capacités
stratégiques et techniques liées
à la mise au point du poste.

Pour réussir, vous aurez une
expérience démontrée dans la
conception, la mise en œuvre
et la gestion de la sécurité
alimentaire et les programmes
de subsistance dans un
contexte de développement
international. Vous serez
formés au niveau de la maîtrise
ou ont une expérience de
terrain équivalent relatif
à la sécurité alimentaire
/ moyens de subsistance.
Expérience de travail dans la
région de l'Afrique orientale
et australe est également
essentiel. De plus, vous aurez:

Un haut niveau d'expertise
des débats autour d'au moins
un des domaines techniques
suivants: approches fondées
sur le marché, les moyens
de subsistance des jeunes,
des moyens de subsistance
sensibles à la nutrition, d'alerte
précoce et d'action précoce

La connaissance des bailleurs
de fonds institutionnels

(notamment le DFID et la CE)
et une expérience éprouvée de
l'élaboration de propositions
de financement et des rapports
pour une gamme de bailleurs de
fonds institutionnels et d'autres

Familiarité avec divers outils
d'analyse relatifs à FSL,
comme l'approche analyse
de l'économie des ménages

Expérience dans l'élaboration, le
suivi et les rapports sur les budgets

Une volonté et la capacité de
voyager à court terme, parfois
à des endroits éloignés et peu
sûrs jusqu'à 30% du temps.

Save the Children nous sommes
engagés à la sauvegarde et à
la protection des enfants dans
notre travail. Nous ferons tout
notre possible pour faire en
sorte que seuls ceux qui sont
aptes à travailler avec les enfants
sont recrutés pour travailler
pour nous. Ce poste est soumis
à une série de contrôles vetting,
y compris une divulgation
des casiers judiciaires.

Notre mission est d'inspirer
des percées dans la façon dont
le monde traite des enfants
et réaliser un changement
immédiat et durable dans leur
vie. Si vous partagez notre
mission, sont passionnés par la
faire advenir et nous croyons
fermement que vous pouvez
contribuer alors rejoignez-
nous et nous allons vous
donner toutes les chances
de réussir. Nous avons hâte
d'avoir de tes nouvelles.

Pour appliquer s'il vous
plaît visitez notre site Web.

Date de clôture: 5 ed'Avril 2017

Ville
Londres ou Nairobi

Langues parlées

Anglais ou en français

Fonctions
**Autre, Coordination, Gestion
de projet, Etudes, Recherche**

Activités
A u t r e

Pays
Afrique, Kenya

Contrat
C D I

Salaire / Indemnité

£38,000 - £42,000

Postuler en ligne
<https://jobs.savethechildren.org.uk/vacancy/regional-food-security-and-livelihoods-advisor-east-and-southern-africa-3097/3123/description/>

Date de fin de validité
0 5 / 0 4 / 2 0 1 7



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Cameroun – Coordinateur Programme (H/F) – Yaoundé

Description

Date de publication du poste : 23/03/2017

Date de prise de fonction souhaitée : Mai 2017

Durée de la mission : 6 mois.

Localisation : Yaoundé

Que faisons-nous au Cameroun?

Depuis 2014, le Cameroun a été confronté à une crise avec l'arrivée de réfugiés en provenance de la République Centrafricaine (RCA). Au 10 juin 2016, 259 145 réfugiés centrafricains étaient recensés par le HCR dans les 3 régions frontalières avec la RCA (Nord, Adamaoua et Est). Parmi ces réfugiés, environ 150 000 personnes sont arrivées dans la seule région de l'Est, dispersées sur 5 sites et au sein de la communauté hôte.

SOLIDARITES INTERNATIONAL (SI) a décidé d'ouvrir une mission au Cameroun après une évaluation menée en juin 2014, et a commencé des activités financées par le HCR en juillet 2014.

La mission s'articule aujourd'hui autour de 2 projets dans le domaine de l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement (EHA) dans le camp de réfugiés de Gado (Gado 1 et 2) ainsi que sur l'axe Garoua Boulai – Ndokayo dans les villages hôtes.

Un projet financé par ECHO est également en cours, et vise par ailleurs le renforcement des capacités de résilience et l'autonomisation économique des populations bénéficiaires.

Par ailleurs, SI travaille actuellement

au développement de la mission à l'Extrême-Nord, qu'elle souhaite concrétiser dans le cadre de sa stratégie d'intervention en 2017, afin de répondre aux besoins des populations déplacées dans cette région suite aux incursions du groupe Boko Haram sur le territoire camerounais.

Organisation de la mission:

L'équipe de coordination, composée d'un chef de mission, un coordinateur administratif, un coordinateur logistique et un coordinateur programme, est installée à Yaoundé depuis avril 2016.

La base opérationnelle est située à Garoua Boulai, dans le département du Lom et Djerem (Région de l'Est), à environ 8h de trajet de Yaoundé, et 3h de Bertoua.

L'équipe de la base est composée d'un Coordinateur Terrain, un logisticien, un administrateur, un RP WASH, un RA WASH et un RP SAME, ainsi que d'environ 75 staffs nationaux.

Avec le déploiement envisagé dans l'Extrême-Nord, SI serait amenée à ouvrir une à deux nouvelles bases opérationnelles, à Maroua et/ou à Kousséri.

Description du poste

Le coordinateur programme coordonne les cycles de projets et plus particulièrement le suivi opérationnel des programmes mis en œuvre dans le pays d'intervention. Il est en particulier garant de la qualité et de la pertinence des approches techniques proposées et s'assure de l'adéquation entre les activités, les objectifs généraux de l'association et les besoins des populations.

Il contribue, avec le CDM, à

l'élaboration de la stratégie de Solidarités International dans le pays, en proposant une stratégie sectorielle pour l'ensemble des activités. Il décline les axes stratégiques de la mission en propositions d'opérations, en lien avec les Responsables de programmes.

Il contribue à la démarche de capitalisation et d'amélioration des méthodes et techniques de Solidarités International.

Il est basé à Yaoundé avec les autres membres de l'équipe de coordination.

Contexte spécifique au poste

Après deux années d'intervention dans la région de l'Est, avec des financements variés (ECHO, DFID, Mairie de Paris, GIZ, HCR) en SAME et EHA et un volume financier assez conséquent, les opportunités de financement pour l'Est sont en réduction ; le défi sera donc de relancer une forte dynamique programmatique, afin de pouvoir poursuivre et consolider les interventions menées jusqu'à présent.

Le Coordinateur de Programmes devra ainsi gérer le volet « rédactionnel » des propositions, et appuyer la mission pour l'organisation de diagnostics (ou les réaliser selon les possibilités), afin de développer les ambitions de la mission SI au Cameroun d'asseoir son positionnement dans la région de l'Est dans les domaines de la SAME et EHA, mais aussi de développer des projets dans l'Extrême-Nord Cameroun auprès des réfugiés nigériens.

De plus, le Coordinateur de Programmes devra soutenir les responsables de projet dans la mise en œuvre opérationnelle ; cela devra

La suite à la page 27



JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

passer par des visites courantes sur les bases opérationnelles.

Votre profil :

Formation :

Profil technique dans les domaines de l'eau, l'hygiène et l'assainissement ou la Sécurité Alimentaire

Expérience en coordination des projets ou programme d'urgence (EHA, SA)

Expérience d'au moins 3 ans en ONG sur des fonctions de gestion de projet

Expérience en Afrique Centrale serait un plus

Expérience :

Bonnes connaissances du milieu humanitaire

Expérience dans la conduite des diagnostics et maîtrise des outils et mécanismes de collecte des données

Excellente maîtrise du cycle de projet

Excellentes capacités rédactionnelles (français et anglais)

Bonnes capacités de planification, organisation

Capacités d'anticipation et de prise de décision

Fortes capacités d'adaptation, de compréhension

Fortes aptitudes en pédagogie, transfert de compétence, formation.

Connaissances des thématiques et des outils spécifiques Solidarités International

Compétences et connaissances techniques :

Leadership ; bonnes capacités de coordination et d'écoute

Capacité à déléguer

Compétences en management, avec un intérêt pour la formation / capacity-building de son équipe

Maîtrise du pack Office

Savoir être :

Innovant et souple, cherche à trouver des solutions

Réactivité et dynamisme

Patience et diplomatie

Bonne gestion du stress : sait gérer une charge de travail importante et travailler sous pression

Langues :

Français obligatoire

Anglais est un plus

Comment postuler :

Vous reconnaissez-vous dans cette description? Si oui, envoyez-nous votre CV et Lettre de Motivation en français. Les candidatures contenant uniquement les CV ne seront pas considérées.

Solidarités International se réserve la possibilité de clore un recrutement avant la date d'échéance de l'annonce. Merci de votre compréhension.

SI vous offrira les conditions suivantes :

Poste salarié : A partir de 2000 euros brut par mois, selon expérience, +10% pour congés payés versés mensuellement + Per Diem mensuel de 450 Euro

Couverture sociale : L'expatrié bénéficie d'une couverture sociale de qualité permettant de couvrir tous les frais de santé et d'une prévoyance accident incluant les risques de guerre.

Break : En cours de mission, une alternance travail – repos est assurée par des breaks prévus tous les trois mois. Sur la base d'une mission de 1 an, l'expatrié prendra un break d'une semaine à 3 et 9 mois de mission (avec une participation de 500 euros versée par Solidarités) ainsi qu'un break de 15 jours à 6 mois de mission (avec une prise en charge du billet d'avion aller et retour entre la mission et le lieu de résidence).

CONTACT : C. de BROUCKER, Chargée de recrutement et Suivi

Fonctions

**C o o r d i n a t i o n ,
Gestion de projet**

Activités

**Agriculture, Environnement,
Génie civil, Hydraulique**

Pays

Afrique, Cameroun

Contrat

C D D

Postuler en ligne

**h t t p s : / / e m e a 3 .
recruitmentplatform.com/
syndicated/private/syd_
apply.cfm?ID=PI0FK0262
03F3VBQB6G8N8NW6&
nPostingTargetID=19007**

Date de fin de validité

3 0 / 0 4 / 2 0 1 7

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02

Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P /2013/ CAQ/TGI. O/P.F

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Bernard M' Pempé Hien

- Augustin Nikiéma

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureima Sogoba

-Augustin Irwaya Ouedraogo

- Tigiane Antoine Ki

- Blaise Sama

- Jean Paul Yekpaye

- Mamadou Goh

- Désiré Guigma

- Jérôme Bissyendé

- Frédérick PoOda

- Valentin Ouedraogo

- Moumouni Guio

- Nicole Ouedraogo

-Amédée Silga

- Karim Koala

- Ouaboué Bakouan

- Albert Tarpaga

-Paul Soma

-Arjuman Saganogo

- Joseph Kaboré

-Valentin Singbéogo

- Issa Sepama

- Hermann Toé

- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Aminata PORGO

Bernard HIEN

Alfred Syé KAM

Œil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial

+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

18/03/2017 AU 25/03/2017 Groupe II

1	Aéroport	25 31 42 22	21	Martin	25508459
2	Amaro	25343328	22	Meteba	25 33 53 33
3	Ar-rahma	25 35 09 86	23	Nayyira	25 48 18 41
4	Augustine	25 37 61 00	24	Neima	25 35 56 82
5	Barwende	25 40 85 90	25	Nemadis	25 37 30 41
6	boulmigou	25 43 12 68	26	Progrès	25 43 01 62
7	Cité An III	25 33 19 66	27	Providence	25 31 86 48
8	Dapoya	25313201	28	Rood Wooko	25 30 88 90
9	Delwindé	25 36 72 80	29	Sangoulé Lamizana	25 41 13 00
10	Denisa	71827660	30	Schifeyi	25 40 27 42
11	Faso	25381929	31	Sig-Noghin	25 35 09 77
12	Flayiri	25407344	32	Sigri	25 41 21 48
13	Hamdalaye	25 34 36 94	33	Sud	25 38 42 82
14	Heera	25316610	34	Talba	25 36 22 25
15	Jabnéel	25447870	35	Tanko	25 35 15 57
16	Jourdain	25 36 06 86	36	Univers	25 41 99 65
17	Karpala	25 37 14 14	37	Wati	25 38 52 92
18	Koulouba	25 31 19 18	38	Yobi	25 31 16 30
19	La Famille	25 43 06 85			
20	Marlass	78550052			

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47

Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45

ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11

SONABEL: 25 30 61 00

Aéroport: 25 30 65 15

Police secours: 25 30 71 00

Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18

Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44

ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11

SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30

Aéroport: 20 97 00 70

Burkina secours: 20 97 01 43

Police secours: 17

Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ Couverture médiatique

✓ Publicité

✓ Communication



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO